LA CROIX

En Inde, les chrétiens inquiets de l'intolérance religieuse

Par **Maxime Halvick**, le 10/8/2017 à 06h46

Alors que les chrétiens dalits sont victimes de discriminations croissantes, le diocèse de Pondichéry-Cuddalore organisait, jeudi 10 août, une « journée noire » en signe de protestation.

Samedi 5 août, une centaine d'intellectuels avaient appelé les responsables chrétiens à se dresser contre l'intolérance religieuse croissante dans le pays.

Samedi 5 août, 101 intellectuels indiens ont adressé une lettre ouverte aux responsables chrétiens, les appelant à rompre le silence sur l'intolérance religieuse dans le pays.

Ils y dénoncent les violences perpétrées par les hindouistes radicaux et les dérives discriminatoires et nationalistes à l'œuvre, lesquelles affectent particulièrement la minorité chrétienne, mais aussi les musulmans.

« Le nombre d'actes violents à l'encontre des seuls chrétiens au cours des trois dernières années est supérieur à 600, en plus d'une tendance à la hausse du boycott social, **dénonçaient-ils.** *Ces actes incluent la violence physique, l'interruption du culte dans les églises, les attaques d'églises, l'arrestation des pasteurs et de leurs compagnons ainsi que les viols de religieuses. Le Bureau National de Recensement des Crimes dénombrait*

47 064 actes de violence à l'encontre des Dalits en 2014, contre 32 643 en 2010. La violence à l'égard des musulmans est quant à elle en train d'atteindre un seuil alarmant. »

Une « journée noire »

Ces intellectuels, qui alertent depuis longtemps l'Église à propos de l'urgence de la situation, exhortent les responsables religieux à prendre leurs responsabilités : « *L'Église, guidée par vous, doit agir avant qu'il ne soit trop tard. C'est la leçon que l'Histoire nous a enseignée. Il est temps de s'élever auprès des victimes, d'être la voix des pauvres et des marginalisés.* »

En 1950, trois ans après son accession à l'indépendance, l'Inde adoptait une nouvelle constitution afin d'organiser la vie des centaines de millions d'Indiens qui venaient de se libérer du joug colonial. Résolument ambitieuse, la nouvelle loi fondamentale du pays mettait un terme à des injustices vieilles de plusieurs siècles en interdisant toute discrimination basée sur la caste, le sexe ou la religion, et en abolissant la pratique de l'intouchabilité.

À lire : La lente révolution du système des castes en Inde

Pourtant, à rebours de l'article 15 de la Constitution relatif à la non-discrimination et à la liberté religieuse, le gouvernement prodigue ses faveurs aux seuls dalits pratiquant l'hindouisme : quotas dans les écoles, les universités, les emplois de la fonction publique, ils bénéficient d'une large politique de discrimination positive. Les chrétiens et les musulmans en sont eux exclus par une clause spéciale. Celle-ci ayant été approuvée le 10 août 1959, le diocèse de Pondichéry-Cuddalore et la Commission pour les Classes Répertoriées et les Tribus ont observé ce jeudi 10 août une « journée noire ». Des rassemblements, des manifestations et une veillée étaient prévus afin de manifester la solidarité du clergé à l'égard des chrétiens dalits (hors caste, ou « intouchables »).

Une dérive institutionnelle

La réalisation concrète des promesses d'égalité faites en 1950 nécessiterait aujourd'hui l'engagement entier et sincère des responsables politiques indiens, lequel fait cruellement défaut. Au contraire, plusieurs autres initiatives et tentatives récentes témoignent d'une volonté du gouvernement nationaliste de Narendra Modi d'homogénéiser religieusement et culturellement le pays, qu'il s'agisse des lois anti-conversion ou bien des restrictions à la consommation de viande.

Et la responsabilité des institutions dans l'exclusion des minorités religieuses ne s'arrête pas là : « *La haine vomie n'est pas uniquement l'œuvre d'acteurs non étatiques et de policiers, mais aussi de membres du Parlement et parfois aussi de ministres qui constituent la toile de fond de cette violence car ils étouffent la recherche de la justice* », écrivent les intellectuels indiens, dans leur lettre ouverte. Ce qui explique pourquoi, à leurs yeux, les responsables chrétiens doivent « *prendre des initiatives audacieuses et agir afin de prévenir l'érosion future de nos valeurs humaines et constitutionnelles.* »

Maxime Halvick